

Délibération n° 2019-003-170 du 13 mars 2019

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13 et L. 6332-14,

Vu le décret n°2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 13 mars 2019,

Décide :

Exposé des Motifs

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prendront financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France Compétences doit émettre des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle relevant de leur périmètre pour le 1er février 2019 (transmission aux OPCO au plus tard le 1er février 2019).

L'OPCO de la branche des avocats aux conseils a transmis à France compétences, au cours du mois de février, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des avocats aux conseils, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage qui seront signés à compter du 1er janvier 2020, excepté les contrats d'apprentissage signés hors convention régionale qui seront pris en charge par l'OPCO à partir de 2019.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la Commission paritaire de la branche des Avocats aux Conseils dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris, le 13 mars 2019

Le Président du conseil d'administration,
Jérôme TIXIER



Annexe : Recommandations de France compétences

Recommandations de France compétences à la Branche des avocats aux conseils

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la Commission paritaire de la branche des Avocats aux Conseils pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2329

Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
Commission paritaire de la branche des Avocats aux Conseils	13512828	DROIT, ECONOMIE, GESTION : DROIT ADMINISTRATIF (MASTER VERSAILLES)	7500	9186	7922	9462
Commission paritaire de la branche des Avocats aux Conseils	13512833	DROIT, ECONOMIE, GESTION : DROIT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME (MASTER PERPIGNAN)	7500	9000	8250	9270
Commission paritaire de la branche des Avocats aux Conseils	13512843	DROIT : DROIT PRIVE SPE DROIT IMMOBILIER ET DE LA CONSTRUCTION (MASTER PARIS 2)	7500	8600	8342	9000
Commission paritaire de la branche des Avocats aux Conseils	13512845	DROIT DU PATRIMOINE (MASTER AMIENS)	7500	9360	8895	9974

Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
Commission paritaire de la branche des Avocats aux Conseils	13512854	DROIT : DROIT DES AFFAIRES SPE DROIT DES AFFAIRES ET MANAGEMENT (MASTER MBA PARIS 2)	8000	8390	8138	8642
Commission paritaire de la branche des Avocats aux Conseils	13512858	DROIT, ECONOMIE, GESTION : DROIT DES AFFAIRES (MASTER LILLE 2)	7500	7777	7544	8538
Commission paritaire de la branche des Avocats aux Conseils	13512867	DROIT, ECONOMIE, GESTION : DROIT PRIVE SPE DROIT DES ACTIVITES NUMERIQUES (MASTER PARIS 5)	8500	6300	6111	6701
Commission paritaire de la branche des Avocats aux Conseils	13512876	DROIT, ECONOMIE, GESTION : DROIT DES AFFAIRES (MASTER CERGY)	7500	8390	8138	8642
Commission paritaire de la branche des Avocats aux Conseils	13512878	DROIT, ECONOMIE, GESTION : DROIT DES AFFAIRES (MASTER PARIS SACLAY)	7500	6782	6578	7425
Commission paritaire de la branche des Avocats aux Conseils	13512880	DROIT, ECONOMIE, GESTION : DROIT SOCIAL (MASTER PARIS 1)	8000	9438	8875	9721
Commission paritaire de la branche des Avocats aux Conseils	13512890	DROIT, ECONOMIE, GESTION : DROIT DES AFFAIRES (MASTER VALENCIENNES)	7500	8711	8450	8972

Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
Commission paritaire de la branche des Avocats aux Conseils	13512894	DROIT, ECONOMIE, GESTION : DROIT PRIVE (MASTER CLERMONT AUVERGNE)	7500	7744	7512	8122
Commission paritaire de la branche des Avocats aux Conseils	1351280E	DROIT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME (MASTER TOURS)	7500	9000	8500	9270

* Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés